

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt en houdt op uitwerking te hebben op 31 december 2023.

Namen, 13 april 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,

W. BORSUS

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2023/202959]

10 MARS 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une allocation de loyer et d'énergie à certains candidats à l'attribution d'un logement d'utilité publique donné en location par une société de logement de service public en application de l'article 94, § 1^{er}, du Code wallon de l'Habitation durable et modifiant diverses dispositions relatives à l'énergie et au logement

Le Gouvernement wallon,

Vu l'article 14,2, alinéa 1^{er}, 4^o, § 5 à 8, du Code wallon de l'Habitation durable ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 relatif à l'octroi d'allocations de déménagement, de loyer et d'installation ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour l'utilisation rationnelle et efficiente de l'énergie ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2013 déterminant les conditions d'intervention de la Région dans le loyer des logements pris en gestion ou loués par une agence immobilière sociale ou par une association de promotion du logement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2013 déterminant les conditions d'intervention de la Région wallonne dans le loyer des logements pris en gestion ou loués par une société de logement de service public ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie ;

Vu le rapport du 26 avril 2022 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné les 19 mai et 29 juin 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 15 juillet 2022 ;

Vu l'avis de l'Autorité de Protection des Données, donné le 9 septembre 2022 ;

Vu l'avis n^o 72.813/4 du Conseil d'État, donné le 8 février 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'avis du pôle « Logement » du Conseil économique, social et environnemental, donné le 16 septembre 2022 ;

Sur la proposition du Ministre du Logement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1^o l'Administration : le Département du Logement du Service public de Wallonie Territoire, Logement, Patrimoine et Energie ;

2^o l'attribution : l'attribution d'un logement d'utilité publique donné en location par une société de logement de service public en application de l'article 94, § 1^{er}, du Code wallon de l'Habitation durable ;

3^o le Code : le Code wallon de l'Habitation durable ;

4^o le demandeur : le ménage qui sollicite le bénéfice des avantages prévus par le présent arrêté ;

5^o la liste : la liste des candidats à l'attribution d'un logement d'utilité publique ayant introduit un formulaire visé à l'article 94, § 1^{er}, 1^obis, du Code wallon de l'Habitation durable et inscrits au registre informatisé des candidatures coordonné par la Société wallonne du Logement ;

6^o le Ministre : le Ministre qui a le logement dans ses attributions ;

7^o les revenus : les revenus globalement imposables afférents à l'avant-dernière année précédant celle au cours de laquelle le demandeur réunit l'ensemble des conditions qui lui permettent de solliciter l'aide prévue par le présent arrêté ;

8^o le RGPD : le Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE ;

9^o la société : la société de logement de service public ;

10^o l'aide : l'allocation de loyer et le complément énergie ;

11^o l'enfant à charge : est assimilé à un enfant à charge au sens de l'article 1^{er}, 32^o, du Code, l'enfant qui est hébergé selon un régime d'hébergement égalitaire par le demandeur ou un membre de son ou leur ménage.

Art. 2. § 1^{er}. Pour bénéficier de l'aide visée à l'article 4, le demandeur remplit les conditions suivantes :

- 1° répondre à la définition de ménage de catégorie 1 visée à l'article 1^{er}, 29°, du Code et figurer sur la liste ;
- 2° il n'est pas titulaire d'un bail portant sur un logement dont le loyer est calculé en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public ;
- 3° il est titulaire d'un bail d'habitation relatif à un bien situé en région de langue française ;
- 4° il occupe le bien loué en vertu du bail d'habitation visé au 2° du présent paragraphe et ne le donne pas en sous-location, en tout ou en partie ;
- 5° il figure depuis au moins dix-huit mois sur la liste visée à l'article 1^{er}, 5° ;
- 6° il n'est pas en situation irrégulière de séjour suite à une décision définitive en la matière.

Il peut être dérogé à la condition fixée à l'alinéa 1^{er}, 3°, pour le mineur d'au moins 16 ans encadré par un service d'aide à la jeunesse agréé par la Communauté française en application de la réglementation en la matière, pour autant que le représentant légal du mineur signe le bail d'habitation pour le compte du mineur. ;

§ 2. A la date de la demande, le demandeur remplit les engagements suivants :

1° il fournit à l'Administration les données relatives, sauf habilitation pour l'Administration à consulter les données auprès des sources authentiques :

- a) à la composition du ménage auprès du Registre national ;
- b) aux revenus du ménage, au patrimoine immobilier de ses membres et au contrat de bail relatif au logement qu'il occupe, auprès du Service Public Fédéral Finances. A défaut d'informations disponibles en la matière auprès du Service Public Fédéral Finances, le demandeur peut fournir à l'Administration un certificat assimilé attestant des revenus ou du patrimoine immobilier ;
- c) au bénéfice, par les membres du ménage, d'allocations familiales auprès des caisses d'allocations familiales ;
- d) à la reconnaissance, pour un ou plusieurs membres du ménage, d'un handicap auprès du Service Public Fédéral Sécurité sociale ;
- e) à la date de dépôt et au maintien de la candidature à l'attribution d'un logement d'utilité publique donné en location par une société en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public ;

2° il fournit une copie du bail signé visé au paragraphe 1^{er}, 2°, dans l'hypothèse où le contrat de bail n'est pas enregistré au sens de l'article 19, 3°, du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe ;

3° il signale, par écrit, à l'Administration :

- a) tout déménagement dans les trois mois de la prise en location d'un nouveau logement au plus tard ;
- b) toute modification dans le mois de la composition du ménage du demandeur occupant le logement pris en location sous contrat de bail ;
- c) la perte définitive du bail d'habitation relatif au logement occupé, tel que défini au paragraphe 1^{er}, 3°, dans le mois qui suit la fin de la prise en location.

Art. 3. Lorsque les revenus globalement imposables afférents à l'avant-dernière année précédant celle au cours de laquelle le demandeur réunit l'ensemble des conditions lui permettant de solliciter l'aide prévue au présent arrêté ne sont pas disponibles, les revenus de l'année antépénultième sont temporairement pris en considération, dans l'attente de la disponibilité du montant des revenus pris en compte en application de l'article 1^{er}, 7°, sauf production par le demandeur de la preuve des revenus imposables globalement afférents à l'avant-dernière année.

Art. 4. § 1^{er}. L'allocation de loyer et d'énergie est fixée à 125 euros par mois. Le montant total de l'aide est majoré de 20 euros par enfant à charge, avec un maximum de 185 euros par mois, et est accordé aussi longtemps que le bénéficiaire répond aux conditions fixées à l'article 2. La majoration pour enfant à charge est révisée mensuellement.

Le montant de l'allocation de loyer et d'énergie visé à l'alinéa 1^{er} est valable du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2024. A l'issue de cette période et par la suite tous les trois ans, le Gouvernement wallon fixe le montant de l'allocation de loyer et d'énergie pour la période suivante.

§ 2. Une seule allocation de loyer et d'énergie est accordée par ménage domicilié à l'adresse du logement pris en location selon les modalités prévues à l'article 2, § 1^{er}.

§ 3. Le ménage qui introduit sa demande d'allocation de loyer et d'énergie conjointement au dépôt de sa candidature à l'attribution d'un logement d'utilité publique auprès d'une société, et qui réunit les conditions fixées à l'article 2, § 1^{er}, se voit attribuer l'aide à partir de la date à laquelle le demandeur atteint les 18 mois d'attente sur la liste. A défaut d'introduire sa demande conjointement au dépôt de sa candidature à l'attribution d'un logement d'utilité publique, le ménage qui réunit les conditions de l'article 2, § 1^{er}, se voit attribuer l'aide le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel la demande visée à l'article 5 est complète.

§ 4. L'allocation de loyer et d'énergie mensuelle ne peut pas être cumulée avec les allocations de loyer accordées en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 relatif à l'octroi d'allocations de déménagement, de loyer et d'installation.

§ 5. L'allocation de loyer et d'énergie mensuelle peut être cumulée avec les aides au loyer octroyées en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2013 déterminant les conditions d'intervention de la Région wallonne dans le loyer des logements pris en gestion ou loués par une agence immobilière sociale ou par une association de promotion du logement et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2013 déterminant les conditions d'intervention de la Région wallonne dans le loyer des logements pris en gestion ou loués par une société de logement de service public. Le montant cumulé des deux aides ne peut pas dépasser 225 euros par ménage. L'allocation de loyer et d'énergie accordée en vertu du présent arrêté est diminuée le cas échéant du montant nécessaire.

Art. 5. La demande d'aide est introduite, au plus tôt, conjointement au dépôt de la candidature à l'attribution d'un logement d'utilité publique auprès d'une société, en complétant le formulaire réservé à cet effet. A défaut d'une introduction lors du dépôt de la candidature à l'attribution d'un logement d'utilité publique auprès d'une société de logements de service public, la demande d'aide peut être introduite auprès de l'Administration, sous réserve du respect de l'article 2, § 1^{er}, 5^d. Le formulaire, établi par le Ministre, reprend l'identification du demandeur, à savoir son nom et prénom, son numéro de candidature unique, son numéro d'identification au Registre national, les coordonnées ainsi que le titulaire du compte bancaire sur lequel sera versée l'aide, la preuve de titularité du compte bancaire, le jugement ou la convention établissant l'hébergement de l'enfant et la confirmation du demandeur qu'il dispose d'un bail d'habitation sur un logement dont le loyer n'est pas calculé en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public ou, dans le cas où le bail visé à l'article 2, § 1^{er}, 2°, n'est pas enregistré, une copie du contrat de bail signé tel que visé à l'article 2, § 2, 3°.

Au plus tard au terme de la période d'attente fixée par l'article 2, § 1^{er}, 5^o, une fois la demande complétée et la candidature valablement admise par la société conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 septembre 2007 organisant la location des logements gérés par la Société wallonne du Logement ou par les sociétés de logement de service public, les informations y relatives sont transférées sous format numérique à l'Administration, par l'intermédiaire de la Société wallonne du Logement en faisant appel à l'intégrateur de services.

Si la demande n'est pas complète, l'Administration sollicite, à la convenance du demandeur soit par courrier postal soit de façon dématérialisée, les compléments d'informations auprès du demandeur dans les deux mois de la réception des informations par l'Administration. Le demandeur dispose, pour transmettre l'ensemble des documents sollicités, d'un délai de deux mois prenant cours le lendemain de la réception de la demande de compléments adressée par l'Administration.

Art. 6. L'Administration adresse une notification d'octroi au demandeur répondant aux conditions du présent arrêté.

L'aide mensuelle est versée dans les trois mois suivant la notification de son octroi.

Dans le cas où l'aide ne peut pas être allouée, l'Administration adresse une notification de refus au demandeur dans les trois mois suivant la date à laquelle le demandeur remplit la condition prévue à l'article 2, § 1^{er}, 5^o.

Art. 7. Par dérogation aux articles 5 et 6, pour ce qui concerne les personnes physiques qui figurent sur la liste, au moment de l'entrée en vigueur du présent arrêté, l'Administration ou la société qu'elle désigne à cet effet, adresse à chaque ménage un formulaire de demande d'aide reprenant les informations nécessaires à l'instruction de la demande d'aide.

Le demandeur complète le formulaire de demande d'aide et le retourne à l'adresse indiquée sur celui-ci dans un délai de deux mois à compter de sa réception.

L'Administration ou le prestataire désigné par elle à cet effet réceptionne les formulaires de demande d'aide. Si la demande est incomplète, le demandeur est invité à fournir les informations manquantes endéans un délai de deux mois, prenant cours le lendemain de la réception de la demande de compléments adressée par l'Administration.

Le montant de l'aide est versé dans les trois mois suivant la date à laquelle l'aide prend cours, et couvre la période prenant cours à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté, sous réserve que les conditions de l'article 2, § 1^{er}, soient réunies, auquel cas la période du bénéfice de l'aide ne commence à courir qu'à partir de la date à laquelle le demandeur réunit les conditions de l'article 3, § 1^{er}.

Dans le cas où l'aide ne peut pas être allouée, une notification de refus d'octroi est adressée au demandeur dans les trois mois suivant la date de réception de la demande complète.

Art. 8. L'octroi de l'aide cesse de plein droit et sans notification préalable dès que l'une des conditions d'octroi visées à l'article 2 n'est plus remplie.

L'Administration peut procéder à tout moment à une vérification du respect des conditions d'octroi de l'aide. Elle vérifie au moins annuellement, à compter de la décision d'octroi, le respect de la condition d'octroi liée aux revenus.

L'Administration adresse au bénéficiaire une notification de cessation de l'allocation dans les plus brefs délais.

Art. 9. En cas de refus d'octroi de l'aide visée à l'article 4 ou en cas de contestation du montant accordé, le demandeur dispose d'un délai d'un mois à dater de la notification de rejet ou d'octroi pour introduire, par envoi recommandé et adressé à l'Administration, un recours auprès du Ministre ou son délégué. Le Ministre ou son délégué statue dans les trois mois de la réception de ce recours. Le défaut de notification de la décision au demandeur, dans le délai susvisé, est assimilé à une décision d'octroi de l'aide.

Si le recours n'est pas complet, l'Administration sollicite, à la convenance du demandeur soit par courrier postal soit de façon dématérialisée, les compléments d'informations auprès du demandeur dans les deux mois de la réception de son recours. Le demandeur dispose, pour transmettre l'ensemble des documents sollicités, d'un délai de deux mois prenant cours le lendemain de la réception de la demande de compléments adressée par l'Administration.

Art. 10. Le bénéficiaire de l'aide rembourse le montant perçu :

1^o en totalité en cas de déclaration inexacte ou incomplète au moment de l'introduction de la demande en vue d'obtenir les avantages accordés par le présent arrêté ;

2^o à concurrence des montants perçus depuis le jour où un manquement aux engagements souscrits conformément au présent arrêté a été commis qui a donné lieu à l'octroi de montants indus.

Dans le mois de la notification de la décision de recouvrement, le bénéficiaire de l'aide peut introduire, par envoi recommandé adressé à l'Administration, un recours auprès du Ministre ou son délégué. Le Ministre ou son délégué statue dans les trois mois de la réception du recours. À défaut de notification de la décision dans les trois mois, le recours est présumé non fondé.

Le recouvrement est exécuté à l'initiative de l'Administration, par le Département du Budget et de la Trésorerie du Service public de Wallonie Finances.

Art. 11. L'Administration est responsable du traitement des données à caractère personnel nécessaires dans le cadre de l'octroi de la présente aide, du recours ainsi que du recouvrement des aides indûment perçues.

Les catégories de données traitées par les responsables de traitement sont les suivantes :

- données d'identification de chaque personne physique faisant partie du ménage du demandeur, en ce compris le numéro d'identification au Registre national ;

- données relatives à la composition de ménage du demandeur ;

- données relatives à la situation de séjour sur le territoire du Royaume ;

- données relatives au revenus imposable globalement du ménage du demandeur ;

- données relatives aux possessions immobilières du ménage du demandeur d'aide ;

- données en matière d'allocations familiales du ménage du demandeur ;

- données en matière de reconnaissance de handicap pour les membres du ménage du demandeur d'aide ;

- informations relatives à la titularité d'un bail d'habitation et l'adresse du logement concerné ;

- données relatives à la candidature à l'attribution d'un logement d'utilité publique donné en location par une société de logement de service, à savoir le numéro d'identification la durée de la candidature, les modifications de cette candidature ;

- coordonnées bancaires du demandeur afin de verser le montant de l'aide.

Les sociétés et la Société wallonne du Logement sont les sous-traitants de l'Administration au sens du RGPD dans le cadre de la récolte des données fournies par le demandeur lors de sa demande d'aide.

Art. 12. Les données obtenues par le responsable du traitement des données sont traitées, avec une durée maximale de conservation ne pouvant pas excéder le 31 décembre de l'année au cours de laquelle sont intervenus la prescription de toutes les actions qui relèvent de la compétence des responsables du traitement des données visés à l'article 11 et, le cas échéant, le paiement intégral de tous les montants y liés, ainsi que la cessation définitive des procédures et recours administratifs et judiciaires y liés.

Au terme de leur mission, les sociétés et la Société wallonne du Logement suppriment les données récoltées pour le compte de l'Administration dans le cadre de l'octroi de la présente aide.

Art. 13. Il est introduit un article 3bis à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 1998 relatif à l'octroi de subventions aux ménages à revenu modeste pour l'utilisation rationnelle et efficiente de l'énergie, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 avril 2022, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Art. 3bis. Le ménage qui bénéficie de l'aide prévue par le présent arrêté peut la cumuler avec l'aide prévue par l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 relatif à l'octroi d'une allocation de loyer et d'un complément énergie à certains candidats à l'attribution d'un logement d'utilité publique donné en location par une société de logement de service public en application de l'article 94, § 1^{er}, du Code wallon de l'Habitation durable et portant des modifications diverses. ».

Art. 14. A l'article 7, § 2, du même arrêté, un 4) est inséré, rédigé comme suit :

« 4) dans le cas où la demande est introduite sur base de l'article 3, alinéa 2, le demandeur joint à sa demande la copie de la notification d'octroi de l'aide visée à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 relatif à l'octroi d'une allocation de loyer et d'un complément énergie à certains candidats à l'attribution d'un logement d'utilité publique donné en location par une société de logement de service public en application de l'article 94, § 1^{er}, du Code wallon de l'Habitation durable et portant des modifications diverses. ».

Art. 15. Dans l'article 5, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 janvier 1999 relatif à l'octroi d'allocations de déménagement, de loyer et d'installation, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 août 2018, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 6 et 7 :

« Les allocations de loyer ne peuvent pas être cumulées avec l'aide accordée en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 relatif à l'octroi d'une allocation de loyer et d'un complément énergie à certains candidats à l'attribution d'un logement d'utilité publique donné en location par une société de logement de service public en application de l'article 94, § 1^{er}, du Code wallon de l'Habitation durable et portant des modifications diverses. ».

Art. 16. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2013 déterminant les conditions d'intervention de la Région dans le loyer des logements pris en gestion ou loués par une agence immobilière sociale ou par une association de promotion du logement, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« L'aide financière peut être cumulée avec l'aide accordée en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 relatif à l'octroi d'une allocation de loyer et d'un complément énergie à certains candidats à l'attribution d'un logement d'utilité publique donné en location par une société de logement de service public en application de l'article 94, § 1^{er}, du Code wallon de l'Habitation durable et portant des modifications diverses. Les montants cumulés des deux aides ne peuvent toutefois pas dépasser 225 euros. L'aide accordée en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 est diminuée le cas échéant du montant nécessaire. ».

Art. 17. Dans l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juin 2013 déterminant les conditions d'intervention de la Région dans le loyer des logements pris en gestion ou loués par une société de logement de service public, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 4 et 5 :

« L'aide financière peut être cumulée avec l'aide accordée en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 relatif à l'octroi d'une allocation de loyer et d'un complément énergie à certains candidats à l'attribution d'un logement d'utilité publique donné en location par une société de logement de service public en application de l'article 94, § 1^{er}, du Code wallon de l'Habitation durable et portant des modifications diverses. Les montants cumulés des deux aides ne peuvent toutefois pas dépasser 225 euros. L'aide accordée en vertu de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2023 est diminuée le cas échéant du montant nécessaire. ».

Art. 18. À l'article 125 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mai 2019 relatif aux délégations de pouvoirs au Service public de Wallonie, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 3, les mots « des aides à destination de certains candidats à l'attribution d'un logement d'utilité publique donné en location par une société de logement de service public » sont insérés entre les mots « de l'octroi ou du refus » et les mots « des allocations de déménagement et de loyer » ;

2° dans le paragraphe 6 les mots « des aides à destination de certains candidats à l'attribution d'un logement d'utilité publique donné en location par une société de logement de service public » sont insérés entre les mots « de refus d'octroi » et les mots « des allocations de déménagement ».

Art. 19. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Art. 20. Le Ministre qui a le logement dans ses attributions et le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 10 mars 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2023/202959]

10 MAART 2023. — Besluit van de Waalse regering betreffende de toekenning van een huur- en energietoeslag aan bepaalde kandidaten voor de toewijzing van een woning van openbaar nut die wordt verhuurd door een openbare huisvestingsmaatschappij in toepassing van artikel 94, § 1, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen en tot wijziging van diverse bepalingen inzake energie en huisvesting

De Waalse Regering,

Gelet op artikel 14, 2, eerste lid, 4°, § 5 tot 8, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 betreffende de toekenning van verhuis-, huur- en installatietoelagen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 waarbij toelagen worden verleend aan gezinnen met een bescheiden inkomen ter bevordering van rationeel en efficiënt energiegebruik;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juni 2013 tot bepaling van de voorwaarden waaronder het Gewest een tegemoetkoming verstrekt in de huurprijs van de woningen die gehuurd of in beheer worden genomen door een sociaal vastgoedagentschap of een vereniging ter bevordering van de huisvesting,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 20 juni 2013 tot bepaling van de voorwaarden waaronder het Gewest een tegemoetkoming verstrekt in de huurprijs van de woningen die gehuurd of in beheer worden genomen door een openbare huisvestingsmaatschappij;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de Waalse Overheidsdienst;

Gelet op het rapport van 26 april 2022, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 19 mei en 29 juni 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 15 juli 2022;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 9 september 2022;

Gelet op het advies nr. 72.813/4 van de Raad van State, gegeven op 8 februari 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Huisvesting" van de "Conseil économique, social et environnemental de Wallonie" (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië), gegeven op 16 september 2022;

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit:

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° Administratie: het Departement Huisvesting van de Waalse Overheidsdienst Ruimtelijke Ordening, Wonen, Erfgoed en Energie;

2° toewijzing: de toewijzing van een door een openbare huisvestingsmaatschappij verhuurde woning van openbaar nut in toepassing van artikel 94, § 1, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen;

3° Wetboek: het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen;

4° aanvrager: het gezin dat een aanvraag indient voor de voordelen bepaald bij dit besluit;

5° de lijst: de lijst van de kandidaten voor de toewijzing van woningen van openbaar nut die een formulier als bedoeld in artikel 94, § 1, 1°bis, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen hebben ingediend en die ingeschreven zijn in het geïnformatiseerde register van de aanvragen dat door de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) wordt gecoördineerd;

6° Minister: de Minister bevoegd voor Huisvesting;

7° inkomen: het totale belastbare inkomen van het voorlaatste jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de aanvrager voldoet aan alle voorwaarden voor het aanvragen van de in dit besluit bedoelde steun;

8° AVG: de Europese Verordening 2016/679 van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG.

9° maatschappij: de openbare huisvestingsmaatschappij;

10° steun: huurtoeslag en energietoeslag;

11° kind ten laste: een kind dat op voet van gelijkheid wordt opgevangen door de aanvrager of een lid van zijn gezin wordt beschouwd als een kind ten laste in de zin van artikel 1, 32° van het Wetboek.

Art. 2. § 1. Om voor de in artikel 4 bedoelde steun in aanmerking te komen, moet de aanvrager aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° voldoen aan de definitie van een gezin van categorie 1 als bedoeld in artikel 1, 29° van het Wetboek en opgenomen zijn in de lijst;

2° hij is geen huurder van een woning waarvan de huur wordt berekend in toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) of de openbare huisvestingsmaatschappijen;

3° hij is houder van een huurcontract voor een woning in een Franstalig gebied;

4° hij bewoont het gehuurde goed op grond van de in 2° van dit paragraaf bedoelde huurovereenkomst en heeft het geheel of gedeeltelijk niet onderverhuurd;

5° hij staat sinds ten minste achttien maanden op de lijst bedoeld in artikel 1, 5°;

6° hij bevindt zich niet in een onregelmatige verblijfssituatie als gevolg van een definitieve beslissing ter zake.

Er kan worden afgeweken van de voorwaarde bepaald in het eerste lid, 3° voor de minderjarigen van minstens 16 jaar die begeleid worden door een dienst voor hulpverlening aan de jeugd erkend door de Franse Gemeenschap of de Duitstalige Gemeenschap overeenkomstig de desbetreffende regelgeving.

§ 2. Op de datum van de aanvraag voldoet de aanvrager aan de volgende verplichtingen:

1° Tenzij de Administratie gerechtigd is de gegevens uit authentieke bronnen te raadplegen, verstrekt hij de Administratie de gegevens betreffende :

- a) de samenstelling van het gezin in het Rijksregister;
- b) de inkomsten van het gezin, het onroerend vermogen van zijn leden en het huurcontract voor de woning die het betreft, bij de Federale Overheidsdienst Financiën. Indien er geen informatie beschikbaar is bij de Federale Overheidsdienst Financiën, kan de aanvrager de Administratie een soortgelijk attest overleggen waaruit de inkomsten of het onroerend vermogen blijken;
- c) het ontvangen van kinderbijslagen door leden van het gezin uit de kinderbijslagfondsen;
- d) de erkenning, voor een of meer leden van het gezin, van een handicap door de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid;
- e) de datum van indiening en instandhouding van de aanvraag tot toewijzing van een woning van openbaar nut die wordt verhuurd door een vennootschap in toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) of de openbare huisvestingsmaatschappijen;

2° hij verstrekt een kopie van de ondertekende huurovereenkomst bedoeld in paragraaf 1, 2°, indien de huurovereenkomst niet is geregistreerd in de zin van artikel 19, 3°, van het Wetboek der registratie-, hypotheek- en griffierechten

3° hij stelt de Administratie schriftelijk in kennis van :

- a) elke verhuizing binnen drie maanden na het aangaan van een nieuwe huurovereenkomst uiterlijk;
- b) elke wijziging in de samenstelling van het gezin van de aanvrager dat de huurwoning op grond van een huurovereenkomst bewoont, binnen een maand;
- c) het definitieve verlies van de huurovereenkomst voor de bewoonde woning, zoals omschreven in paragraaf 1, 3°, binnen een maand na het einde van de huur.

Art. 3. Wanneer de globale belastbare inkomens van het voorlaatste jaar dat voorafgaat aan het jaar waarin de aanvrager voldoet aan alle voorwaarden om de in dit besluit voorziene steun aan te vragen, niet beschikbaar zijn, worden de inkomens van het voorlaatste jaar tijdelijk in aanmerking genomen, in afwachting van de beschikbaarheid van het bedrag van de inkomens die in aanmerking worden genomen in toepassing van artikel 1, 7°, tenzij de aanvrager het bewijs levert van de globale belastbare inkomens van het voorlaatste jaar.

Art. 4. § 1°. De huur- en energietoeslag is vastgesteld op 125 euro per maand. Het totale steunbedrag wordt verhoogd met 20 euro per kind ten laste, tot een maximum van 185 euro per maand, en wordt toegekend zolang de begunstigde voldoet aan de voorwaarden van artikel 2. De verhoging voor kinderen ten laste wordt maandelijks herzien.

Het bedrag van de in lid 1 bedoelde huur- en energietoeslag geldt van 1 januari 2023 tot en met 31 december 2024. Na afloop van deze periode en vervolgens om de drie jaar stelt de Waalse Regering het bedrag van de huur- en energietoeslag voor de volgende periode vast.

§ 2. Er wordt slechts één huur- en energietoeslag toegekend per gezin dat op het adres van de gehuurde woning woont, overeenkomstig de bepalingen van artikel 2, § 1.

§ 3. Een gezin dat een huur- en energietoeslag aanvraagt op hetzelfde ogenblik als zijn aanvraag voor een toewijzing van een woning van openbaar nut bij een onderneming en dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 2, § 1, krijgt de steun vanaf de datum waarop de aanvrager de wachttijd van 18 maanden op de lijst bereikt. Indien de aanvraag niet tegelijk met de aanvraag tot toewijzing van een woning van openbaar nut wordt ingediend, wordt aan een gezin dat voldoet aan de voorwaarden van artikel 2, § 1, de steun toegewezen op de eerste dag van de maand die volgt op de maand waarin de in artikel 5 bedoelde aanvraag volledig is.

§ 4. De maandelijke huur- en energietoeslag kan niet worden gecumuleerd met de huurtoelagen die worden toegekend in toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis-, huur- en installatietoelagen.

§ 5. De maandelijke huur- en energietoeslag kan worden gecumuleerd met de huurtegemoetkomingen toegekend krachtens het besluit van de Waalse Regering van 20 juni 2013 tot bepaling van de tegemoetkomingsvoorwaarden van het Gewest in de huurprijs van de woningen die gehuurd of in beheer worden genomen door een sociaal vastgoedagentschap of een vereniging voor de bevordering van de huisvesting en het besluit van de Waalse Regering van 20 juni 2013 tot bepaling van de voorwaarden waaronder het Gewest een tegemoetkoming verstrekt in de huurprijs van de woningen die gehuurd of in beheer worden genomen door een openbare huisvestingsmaatschappij. Het gecumuleerde bedrag van beide tegemoetkomingen mag niet hoger zijn dan 225 euro per gezin. De uit hoofde van dit besluit toegekende huur- en energietoeslag wordt verminderd met het eventueel noodzakelijke bedrag.

Art. 5. De aanvraag om steun wordt ten vroegste gelijktijdig met de aanvraag tot toewijzing van een woning van openbaar nut aan een maatschappij ingediend door het invullen van het daartoe bestemde formulier. Indien bij de indiening van de aanvraag tot toewijzing van een woning van openbaar nut aan een openbare huisvestingsmaatschappij geen aanvraag is ingediend, kan de steunaanvraag bij de Administratie worden ingediend, mits naleving van artikel 2, § 1, 5°. Het formulier, opgesteld door de Minister, bevat de identificatie van de aanvrager, d.w.z. zijn naam en voornaam, zijn uniek aanvraagnummer, zijn identificatienummer in het Rijksregister, de contactgegevens en de houder van de bankrekening waarop de steun zal worden gestort, en het bewijs van eigendom van de bankrekening, het vonnis of de overeenkomst tot vaststelling van de huisvesting van het kind en de bevestiging van de aanvrager dat hij beschikt over een huurcontract voor een woning waarvan de huur niet wordt berekend in toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du logement" (Waalse huisvestingsmaatschappij) of de openbare huisvestingsmaatschappijen of, indien het huurcontract bedoeld in artikel 2, § 1, 2°, niet geregistreerd is, een kopie van het ondertekende huurcontract bedoeld in artikel 2, § 2, 3°.

Ten laatste op het einde van de wachtermijn bepaald door artikel 2, § 1, 5°, zodra de aanvraag is ingevuld en de maatschappij de aanvraag geldig heeft aanvaard overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 6 september 2007 tot organisatie van de verhuur van woningen beheerd door de "Société wallonne du logement" (Waalse huisvestingsmaatschappij) of de openbare huisvestingsmaatschappijen, worden de relevante gegevens in digitaal formaat overgemaakt aan de Administratie, door tussenkomst van de Waalse Huisvestingsmaatschappij, door een beroep te doen op de dienstenintegrator.

Indien de aanvraag niet volledig is, verzoekt de Administratie de aanvrager binnen twee maanden na ontvangst van de informatie door de Administratie per post of langs elektronische weg om aanvullende informatie. De aanvrager beschikt over een termijn van twee maanden om alle gevraagde documenten op te sturen, met ingang van de dag na ontvangst van het verzoek van de administratie om aanvullende informatie.

Art. 6. De Administratie stuurt een kennisgeving van toekenning aan de aanvrager die voldoet aan de voorwaarden van dit besluit.

De maandelijksse toelage wordt binnen drie maanden na kennisgeving betaald.

Indien de steun niet kan worden toegekend, zendt de Administratie een kennisgeving van weigering aan de aanvrager binnen drie maanden vanaf de datum waarop de aanvrager voldoet aan de voorwaarde van artikel 2, § 1, 5^o.

Art. 7. In afwijking van de artikelen 5 en 6 zendt de administratie of de hiertoe door haar aangewezen onderneming, wat de in de lijst opgenomen natuurlijke personen betreft, bij de inwerkingtreding van dit besluit aan elk gezin een steunaanvraagformulier dat de voor het onderzoek van de steunaanvraag noodzakelijke gegevens bevat.

De aanvrager vult het aanvraagformulier in en stuurt het binnen twee maanden na ontvangst terug naar het op het formulier vermelde adres.

De administratie of de daartoe door haar aangewezen dienstverlener ontvangt de steunaanvraagformulieren. Indien de aanvraag onvolledig is, wordt de aanvrager verzocht de ontbrekende informatie te verstrekken binnen een termijn van twee maanden, die ingaat op de dag na ontvangst van het verzoek van de administratie om aanvullende informatie.

Het steunbedrag wordt betaald binnen drie maanden na de datum waarop de steun ingaat, en heeft betrekking op de periode die ingaat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit, mits aan de voorwaarden van artikel 2, § 1, is voldaan; in dat geval gaat de steunperiode pas in op de datum waarop de aanvrager voldoet aan de voorwaarden van artikel 3, § 1.

Indien de steun niet kan worden toegekend, wordt de aanvrager binnen drie maanden na de datum van ontvangst van de volledige aanvraag een kennisgeving van weigering toegezonden.

Art. 8. De toekenning van steun wordt automatisch en zonder voorafgaande kennisgeving beëindigd, zodra niet meer wordt voldaan aan een van de in artikel 2 genoemde voorwaarden voor de toekenning van steun.

De Administratie kan te allen tijde nagaan of aan de voorwaarden voor steunverlening is voldaan. Zij controleert de naleving van de inkomensgerelateerde voorwaarde ten minste eenmaal per jaar vanaf de datum van het toekenningsbesluit.

De Administratie zal de begunstigde zo spoedig mogelijk in kennis stellen van de beëindiging van de toeslag.

Art. 9. In geval van weigering van de steun bedoeld in artikel 4 of in geval van betwisting van het toegekende bedrag, beschikt de aanvrager over een termijn van één maand, te rekenen vanaf de kennisgeving van de weigering of de toekenning, om bij de Minister of zijn afgevaardigde een beroep in te dienen per aangetekend schrijven gericht aan de Administratie. De Minister of zijn afgevaardigde beslist binnen drie maanden na ontvangst van het beroep. Indien de kennisgeving van de beslissing niet binnen de bovengenoemde termijn aan de aanvrager wordt medegedeeld, wordt ervan uitgegaan dat beslist is om de tegemoetkoming te verlenen.

Indien het beroep niet volledig is, verzoekt de Administratie de aanvrager binnen twee maanden na ontvangst van zijn beroep per post of langs elektronische weg om aanvullende informatie. De aanvrager beschikt over een termijn van twee maanden om alle gevraagde documenten op te sturen, met ingang van de dag na ontvangst van het verzoek van de Administratie om aanvullende informatie.

Art. 10. De begunstigde van de steun betaalt het ontvangen bedrag terug:

1^o in zijn geheel, in geval van onjuiste of onvolledige aangifte op het ogenblik van de indiening van de aanvraag met het oog op het verkrijgen van de bij dit besluit verleende voordelen;

2^o ten belope van de bedragen die zijn geïnd sinds de dag waarop een inbreuk op de overeenkomstig dit besluit aangegane verbintenissen is gepleegd die aanleiding heeft gegeven tot de toekenning van onverschuldigde bedragen.

Binnen één maand na kennisgeving van de beslissing tot invordering kan de tegemoetkomingsgerechtigde een beroep indienen bij de Minister of zijn afgevaardigde door middel van een aangetekend schrijven gericht aan de administratie. De Minister of zijn afgevaardigde beslist binnen drie maanden na ontvangst van het beroep. Indien de beslissing niet binnen drie maanden is medegedeeld, wordt het beroep geacht ongegrond te zijn.

De invordering wordt op initiatief van de Administratie, door het Departement Begroting en Thesaurie van de Waalse Overheidsdienst Financiën uitgevoerd.

Art. 11. De Administratie is verantwoordelijk voor de verwerking van de persoonsgegevens die nodig zijn voor de toekenning van deze steun, voor het instellen van het beroep en voor de terugvordering van ten onrechte ontvangen steun.

De categorieën gegevens die door de verantwoordelijken voor de verwerking worden verwerkt, zijn de volgende:

- de identificatiegegevens van elke natuurlijke persoon in het gezin van de aanvrager, met inbegrip van het identificatienummer in het Rijksregister;
- gegevens over de samenstelling van het gezin van de aanvrager;
- gegevens over de verblijfssituatie op het grondgebied van het Koninkrijk;
- gegevens over het totale belastbare inkomen van het gezin van de aanvrager;
- gegevens over het onroerendgoedbezit van het gezin van de aanvrager;
- gegevens over de kinderbijlagen van het gezin van de aanvrager;
- gegevens over de erkenning van een handicap voor leden van het gezin van de aanvrager;
- informatie over de eigendom van een woninghuurovereenkomst en het adres van de betrokken woning;
- gegevens over de aanvraag tot toewijzing van een door een openbare huisvestingsmaatschappij verhuurde woning van openbaar nut, d.w.z. identificatienummer, duur van de aanvraag, wijzigingen in de aanvraag;
- bankgegevens van de aanvrager voor de betaling van het steunbedrag.

De maatschappijen en de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) zijn de onderaannemers van de Administratie in de zin van de AVG in het kader van de verzameling van gegevens die de aanvrager bij zijn steunaanvraag verstrekt.

Art. 12. De door de verantwoordelijke voor de verwerking verkregen gegevens worden verwerkt gedurende een maximale bewaringstermijn die niet langer mag zijn dan 31 december van het jaar waarin alle in artikel 11 bedoelde onder de bevoegdheid van de verantwoordelijke voor de verwerking vallende acties zijn verjaard en, in voorkomend geval, alle daarmee verband houdende bedragen volledig zijn betaald, alsmede de definitieve beëindiging van de desbetreffende administratieve en gerechtelijke procedures en beroepen.

Aan het einde van hun opdracht wissen de maatschappijen en de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij) de gegevens die zij in het kader van de toekenning van deze steun voor rekening van de Administratie hebben verzameld.

Art. 13. Een artikel 3bis van het besluit van de Waalse Regering van 23 december 1998 waarbij toelagen worden verleend aan gezinnen met een bescheiden inkomen ter bevordering van rationeel en efficiënt energiegebruik, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 april 2022, wordt aangevuld met een lid dat luidt als volgt:

"Art. 3bis. Het gezin dat de in dit besluit bedoelde steun geniet, kan deze cumuleren met de steun bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 betreffende de toekenning van een huur- en een energietoeslag aan bepaalde kandidaten voor de toewijzing van een woning van openbaar nut die wordt verhuurd door een openbare huisvestingsmaatschappij in toepassing van artikel 94, § 1, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen en houdende diverse wijzigingen."

Art. 14. In artikel 7, § 2, van hetzelfde besluit, wordt een 4) ingevoegd, luidend als volgt:

"4) indien de aanvraag wordt ingediend op basis van artikel 3, tweede lid, moet de aanvrager bij zijn aanvraag een kopie voegen van de kennisgeving van de toekenning van de steun bedoeld in het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 betreffende de toekenning van een huur- en een energietoeslag aan bepaalde kandidaten voor de toewijzing van een woning van openbaar nut die wordt verhuurd door een openbare huisvestingsmaatschappij in toepassing van artikel 94, § 1, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen en houdende diverse wijzigingen."

Art. 15. In artikel 5, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 21 januari 1999 tot toekenning van verhuis-, huur- en installatietoelage, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 30 augustus 2018, wordt tussen de leden 6 en 7 een lid ingevoegd dat luidt als volgt:

"De huurtoelagen kunnen niet worden gecumuleerd met de steun die wordt toegekend in toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 betreffende de toekenning van een huur- en een energietoeslag aan bepaalde kandidaten voor de toewijzing van een woning van openbaar nut die wordt verhuurd door een openbare huisvestingsmaatschappij in toepassing van artikel 94, § 1, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen en houdende diverse wijzigingen."

Art. 16. In artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 20 juni 2013 tot bepaling van de tegemoetkomingsvoorwaarden van het Gewest in de huurprijs van de woningen die gehuurd of in beheer worden genomen door een sociaal vastgoedagentschap of een vereniging voor de bevordering van de huisvesting, wordt tussen de leden 4 en 5 een als volgt luidend lid ingevoegd:

"De financiële tegemoetkoming kan worden gecumuleerd met de steun die wordt toegekend in toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 betreffende de toekenning van een huur- en een energietoeslag aan bepaalde kandidaten voor de toewijzing van een woning van openbaar nut die wordt verhuurd door een openbare huisvestingsmaatschappij in toepassing van artikel 94, § 1, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen en houdende diverse wijzigingen. De gecombineerde bedragen van beide steunmaatregelen mogen echter niet hoger zijn dan 225 euro. De krachtens het besluit van de Waalse regering van 10 maart 2023 verleende steun zal zo nodig met het nodige bedrag worden verminderd."

Art. 17. In artikel 3 van het Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de voorwaarden waaronder het Gewest een tegemoetkoming verstrekt in de huurprijs van de woningen die gehuurd of in beheer worden genomen door een openbare huisvestingsmaatschappij, wordt tussen de leden 4 en 5 een als volgt luidend lid ingevoegd:

"De financiële tegemoetkoming kan worden gecumuleerd met de steun die wordt toegekend in toepassing van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2023 betreffende de toekenning van een huur- en een energietoeslag aan bepaalde kandidaten voor de toewijzing van een woning van openbaar nut die wordt verhuurd door een openbare huisvestingsmaatschappij in toepassing van artikel 94, § 1, van het Waalse Wetboek van Duurzaam Wonen en houdende diverse wijzigingen. De gecombineerde bedragen van beide steunmaatregelen mogen echter niet hoger zijn dan 225 euro. De krachtens het besluit van de Waalse regering van 10 maart 2023 verleende steun zal zo nodig met het nodige bedrag worden verminderd."

Art. 18. In artikel 125 van het besluit van de Waalse Regering van 23 mei 2019 betreffende de overdrachten van bevoegdheden in de Waalse Overheidsdienst, worden de volgende wijzigingen aangebracht

1° in paragraaf 3 worden tussen de woorden "de toekenning of de weigering" en de woorden "van de verhuis- en huurtoelagen" de woorden "van de steun aan bepaalde kandidaten voor de toewijzing van een woning van openbaar nut die wordt verhuurd door een openbare huisvestingsmaatschappij" ingevoegd;

2° in paragraaf 6 worden tussen de woorden "weigering van toekenning" en de woorden "van verhuis- en huurtoelagen" de woorden "van de steun aan bepaalde kandidaten voor de toewijzing van een woning van openbaar nut die wordt verhuurd door een openbare huisvestingsmaatschappij" ingevoegd;

Art. 19. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2023.

Art. 20. De Minister van Huisvesting en de Minister van Energie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 10 maart 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

De Minister van Huisvesting, de Plaatselijke Besturen en het Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON